



**VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER**  
ALPES-MARITIMES - 06310

ARRETE MUNICIPAL PORTANT AUTORISATION DONNEE AUX CAMIONS AGISSANT POUR LA SOCIETE ECO SERVICES A OCCUPER LE DOMAINE PUBLIC COMMUNAL AU 14 AVENUE ALBERT 1ER LE 26 FEVRIER 2024 DE 07H00 A 18H00 AFIN D'EFFECTUER DES TRAVAUX DE LEVAGE ET DEROGATION DE TONNAGE BOULEVARD MARECHAL JOFFRE, AVENUE EDITH CAVELL ET AVENUE ALBERT 1<sup>ER</sup> LE 26 FEVRIER 2024

N° : **240234**

DATE D’AFFICHAGE : **23 FEV. 2024**

LE MAIRE DE LA VILLE DE BEAULIEU-SUR-MER

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,  
Vu le Code Pénal,  
Vu le Code de la route,  
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1 à L.2215-1,  
Vu l’arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et les textes subséquents,  
Vu la délibération municipale n°4 du 06 décembre 2022 portant sur les droits de voirie, places et stationnements – actualisation,  
Vu l’arrêté préfectoral n°2002-100 en date du 04/02/2002 relatif à la lutte contre le bruit,  
Vu le décret en date du 17 octobre 2011 portant création de la métropole dénommée « Métropole Nice Côte d’Azur »,  
Vu l’arrêté départemental n°2011-09-12 en date du 05 septembre 2011 portant limitation de charge et gabarit sur les ex routes départementales.

Vu la demande en date du 22 février 2024, présentée par la société ECO SERVICES, ayant son siège au 764, boulevard du Mercantour 06200 NICE, qui sollicite un arrêté de dérogation de tonnage pour des camions agissant pour la Société n’excédant pas 26 tonnes de P.T.A.C, afin d’effectuer des travaux de levage sis 14, avenue Albert 1er, le 26 février 2024 de 07h00 à 18h00.

Vu la demande en date du 22 février 2024, présentée par la société ECO SERVICES susnommée, en vue d’occuper le 26 février 2024 de 07h00 à 18h00, une partie du domaine public communal situé 14, avenue Albert 1er afin d’effectuer des travaux de levage.

Vu l’avis favorable de la Métropole Nice Côte d’Azur Direction de l’Exploitation et de la Proximité Territoriale – Subdivision Littoral Est – Immeuble le Plaza – 455 Promenade des Anglais, 06364 Nice Cedex 4.

Considérant que cette occupation se caractérise par une réservation de stationnement d’une superficie de 40 m<sup>2</sup>.

Considérant qu’il convient de répondre favorablement à cette demande.

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : La société ECO SERVICES, est autorisée à occuper le 26 février 2024 de 07h00 à 18h00, une partie du domaine public communal situé 14, avenue Albert 1er afin d’effectuer des travaux de levage.

**Article 2** : Durant toute la durée de cette occupation, le stationnement des véhicules à moteur et des deux roues est strictement interdit dans l’emprise définie à l’article 1er du présent arrêté.



**Article 3 :** Il est accordé une dérogation de tonnage aux véhicules d'un poids total en charge n'excédant pas 26 tonnes, agissant pour la société ECO SERVICES, dans le cadre de travaux de levage situés 14, avenue Albert 1er à Beaulieu-sur-Mer le 26 février 2024, empruntant le boulevard Maréchal Joffre, l'avenue Edith Cavell et l'avenue Albert 1er.

Les véhicules seront autorisés à circuler entre 07 heures 00 et 18 heures. Les conducteurs des véhicules effectuant ce transport devront être en mesure de présenter une copie dudit arrêté comme dérogation à toute réquisition des forces de la Police Municipale ou de la Police Nationale.

**Article 4 :** L'entreprise demeure entièrement responsable vis-à-vis de la Métropole Nice Côte d'Azur et des tiers de toutes les conséquences qui pourraient résulter du fait de la circulation de ses véhicules sur cette voie.

**Article 5 :** L'entreprise chargée de l'opération restera responsable des incidents ou accidents imputables à son opération.

**Article 6 :** En cas de non-respect des règles de sécurité ou de problèmes techniques graves, le présent arrêté pourra être suspendu.

**Article 7 :** Tout recours contre le présent arrêté ne pourra s'exercer qu'auprès du Tribunal Administratif de Nice sis 18, avenue des Fleurs - 06000 Nice, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission au représentant de l'Etat chargé du contrôle de la légalité.

**Article 8 :** Ampliation du présent arrêté sera transmise à :

- Monsieur le Commandant le Groupement de la Gendarmerie Nationale des Alpes-Maritimes,
- Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie Nationale de Beaulieu-sur-Mer,
- Monsieur le Chef de Service de la Police Municipale de Beaulieu-sur-Mer,

qui sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beaulieu-sur-Mer, le

23 FEV. 2024

Le Maire,  
Roger ROUX

